

**N° DP 24/375**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVIS SUR DEMANDE DE L'ENTREPRISE AGILIS POUR UNE DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L3132-26 du Code du Travail,

**VU** l'article L.3132-21 du code du travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, promulguée le 6 août 2015,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le courrier du 23/04/2024 de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexée, sollicitant l'avis de la Métropole pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande formée par l'entreprise AGILIS à propos des dimanches 26 mai, 16 juin et 28 juillet 2024 pour 4 salariés dans le cadre des travaux d'élargissement de l'autoroute A57 – section Benoît Malon/Pierre ronde,

**CONSIDERANT** l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe le lieu d'intervention des salariés doit être donné dans le délai d'un mois,

**CONSIDERANT** que la Métropole n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

# DECIDE

## ARTICLE UNIQUE

**DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE** sauf avis contraire du Conseil Municipal,  
à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle , ci-annexée.

La présente Décision sera

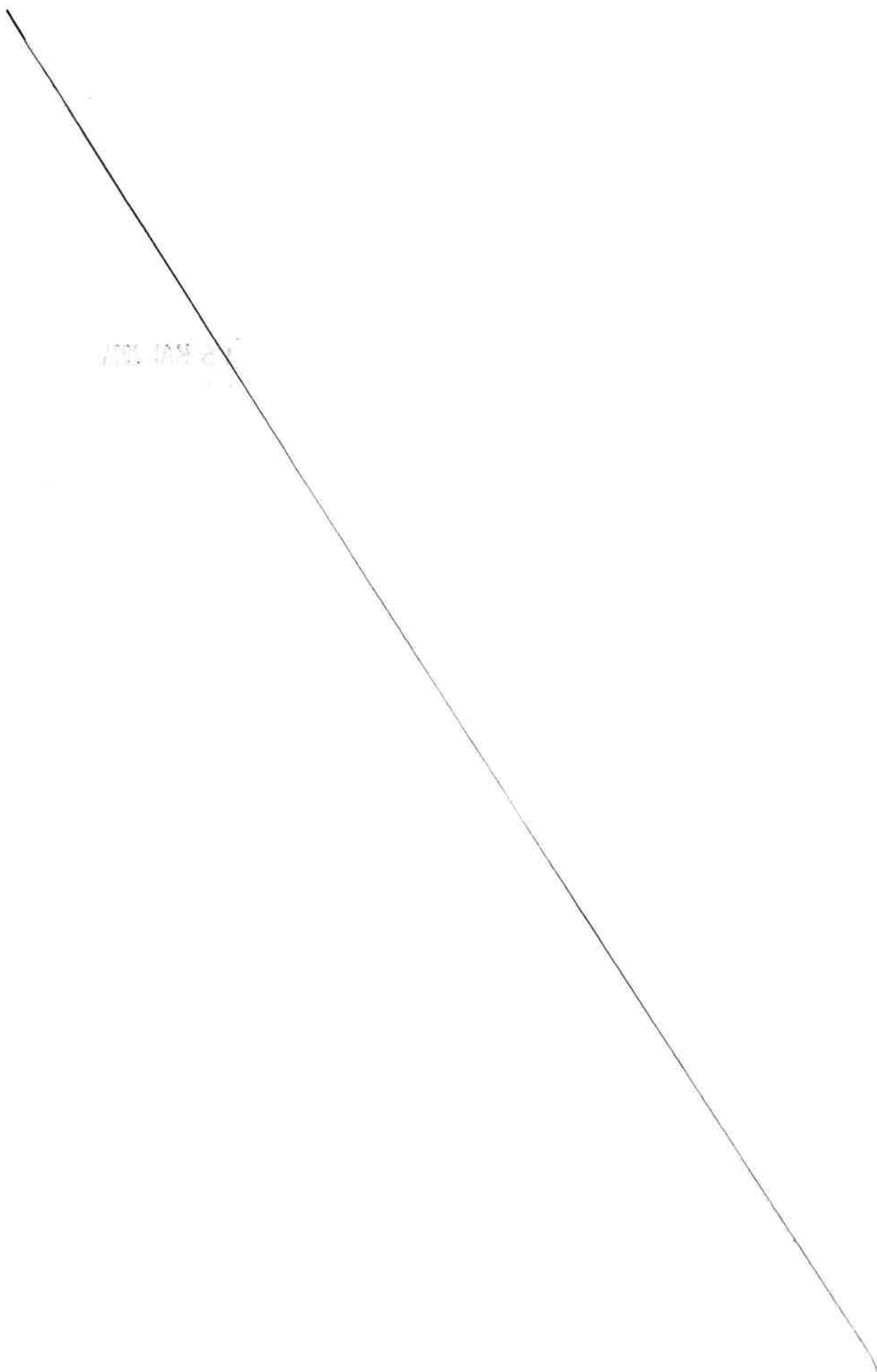
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **15 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





*Toulon le 23 avril 2024*

Affaire suivie par : Agnès MASSA  
Tél. : 06 51 82 28 84  
Mèl. : [agnes.massa@var.gouv.fr](mailto:agnes.massa@var.gouv.fr)  
Mèl : [accord-entreprise@var.gouv.fr](mailto:accord-entreprise@var.gouv.fr)

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président  
de Toulon Provence Méditerranée  
107 bd Henri Fabre  
CS – 30536 –  
83041 Toulon cedex 09

**Objet :** Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical  
**P.J :** Copie de la demande

En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 23 avril 2024 formée par l'entreprise AGILIS située 245 allée du Sirocco – ZA la Cigalière IV – 84250 le Thor, visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis des conseils municipaux doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 23 mai 2024**

Dans l'hypothèse où votre conseil municipal ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session du conseil municipal suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par l'entreprise AGILIS.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental et par  
subdélégation,  
Le Directeur du travail  
Chef du Service Appui et Relations du travail

Emmanuel JOLY

**DDETS**

177 boulevard du Docteur Charles-Barnier  
CS 31209  
83070 Toulon Cedex

**Réf. : DRH/ICH/05-2024**

**Objet** : Dérogation au travail de nuit et au repos dominical dans le cadre du chantier de l'élargissement de l'autoroute A57 à Toulon (83) sur la section Benoît Malon / Pierre Ronde.

Le Thor, le 23 avril 2024

**Lettre envoyée par email**

Madame,

Dans le cadre du marché cité en objet, la société AGILIS est chargée de réaliser des travaux de signalisation horizontale.

Ces travaux doivent impérativement être réalisés la nuit et le dimanche car ils entraînent des conséquences importantes sur la circulation routière et donc la sécurité des usagers.

Ces travaux auront lieu sur les nuits du 25 au 27 mai 2024 inclus, du 15 au 17 juin 2024 inclus ainsi que du 27 au 29 juillet 2024 inclus.

Chaque salarié, volontaire, privé du repos du dimanche bénéficiera d'un repos compensateur et d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due.

Un accord collectif a été signé à ce sujet en date du 10 avril 2024 dont vous trouverez la copie en annexe.

Pour ces raisons, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder la dérogation liée au travail de nuit le week-end et au repos dominical nécessaire à la réalisation de ces travaux.

Pour toutes informations complémentaires, vous pouvez me contacter directement :

Téléphone : 06.10.95.07.60

Courriel : [ichampel@agilis.net](mailto:ichampel@agilis.net)

Adresse postale de notre siège social : 245 allée du Sirocco, ZA la Cigalière IV, 84250 Le Thor



Bien entendu je reste personnellement à votre disposition et je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

**Isabelle CHAMPEL**  
Directrice des Ressources Humaines



**Pièces jointes :**

- Accord collectif
- PV de CSE du 15/04/24
- KBIS AGILIS



**AGILIS**  
245 ALLEE DU SIROCCO  
ZA LA CIGALIERE IV  
84250 LE THOR  
T : +33 (0)4 90 22 65 40  
[www.agilis.com](http://www.agilis.com)



**S.A.S AU CAPITAL DE 2 852 000 €**  
**RCS AVIGNON 443 222 328**  
**CODE APE 4211Z**  
**SIRET 443 222 328 00025**  
**CODE TVA FR 17 443 222 328**

**ACCORD COLLECTIF  
CONCERNANT LES TRAVAUX EXECUTES DE NUIT ET  
LE DIMANCHE SUR LE CHANTIER  
AUTOROUTE A57 – Toulon (83)  
Section Benoit Malon / Pierre Ronde  
(TRAVAIL DU 25 AU 27 MAI 2024  
DU 15 AU 17 JUIN 2024  
DU 27 AU 29 JUILLET 2024)  
OBJET DES TRAVAUX : Restructuration de chaussées**

Entre les soussignés :

La société AGILIS, Société par Actions Simplifiées, dont le siège social est à  
LE THOR – 245 allée du Sirocco – ZA la Cigalière IV,  
Représentée par Monsieur Bruno PARENT en sa qualité de Président,

D'une part,

Et :

Les organisations syndicales représentées par :

Monsieur Philippe DELMOTTE, Délégué Syndical CFTC

Monsieur Frédéric LOZANO, Délégué Syndical CFE CGC

Monsieur David RAMEY, Délégué Syndical FO

D'autre part

Préambule :

Cet accord est conclu dans le cadre du chantier de l'élargissement de l'autoroute A57 à Toulon (83) sur la section Benoit Malon / Pierre Ronde et a pour objet d'adapter les horaires de travail pour minimiser la gêne occasionnée aux usagers des voiries impactées par les travaux programmés (nuits et dimanches – les week-ends du 25/05/2024 au 27/05/2024 ; du 15/06/2024 au 17/06/2024 et du 27/07/2024 au 29/07/2024).

Nos prestations consistent à réaliser des travaux de signalisation horizontale. Ces travaux entraînent des conséquences importantes sur la circulation routière et donc la sécurité des usagers. Ils seront réalisés de nuit et de dimanche afin de limiter les effets sur la circulation.

Il apparaît donc indispensable d'adapter l'organisation du temps de travail des personnels intervenant sur le chantier aux contraintes de réalisation énoncées ci-dessus.



### Article 1 – Champ d'application - personnel concerné

Le présent accord concerne les salariés de la société AGILIS, pour les catégories socioprofessionnelles : ouvriers, ETAM et cadres amenés à intervenir sur le chantier.

Les dispositions du présent accord complètent celles des conventions collectives et accords d'entreprise applicables aux ouvriers, ETAM et cadres des travaux publics.

Si des dispositions légales réglementaires ou futures devaient être plus avantageuses, elles seraient appliquées à la place du présent accord. Si ces dispositions étaient moins avantageuses, les dispositions du présent accord continueraient à être appliquées dans les conditions qu'il prévoit.

Seuls subsistent les avantages individuels, attribués par contrat de travail, qui ne relèveraient pas du statut collectif et qui ne seraient pas en contradiction avec celui-ci.

### Article 2 – Durée de l'accord

L'accord est conclu pour la période allant du 25 mai 2024 au 27 mai 2024 inclus, du 15 juin 2024 au 17 juin 2024 inclus, ainsi que du 27 juillet 2024 au 29 juillet 2024 inclus. Il entrera en application à compter du 25 mai 2024.

### Article 3 – Organisation du temps de travail et horaires des équipes

Par dérogation aux principes de l'accord sur l'organisation du temps de travail du 26 septembre 2003 et de ses avenants applicables dans l'entreprise, il est mis en place, pour la durée limitée d'application du présent accord, les modalités d'organisation du temps de travail suivantes :

Les opérations seront réalisées entre :

- le samedi 25 mai 2024 et le lundi 27 mai 2024
- le samedi 15 juin 2024 et le lundi 17 juin 2024
- le samedi 27 juillet 2024 et le lundi 29 juillet 2024.

Les plages horaires de travail ne dépasseront pas la réglementation en vigueur.

### Article 4 : Rémunération et contreparties

En complément de la rémunération des heures effectuées, les salariés affectés sur le chantier percevront :

- Une prime forfaitaire de 58 € pour la nuit travaillée pour tous les salariés
- Une prime exceptionnelle de 100 € par nuit travaillée pour tous les salariés
- Une prime équivalente à la majoration de 50% pour les heures travaillées le samedi
- Une prime équivalente à la majoration de 100% pour les heures travaillées le dimanche

Il sera attribué à tous les salariés, ouvriers ou ETAM, un jour de récupération pour le dimanche travaillé.

#### Article 5 : catégories de salariés concernés

Afin de permettre à l'entreprise d'assumer sa charge de travail, le nombre de personnes concernées par ce travail concernera 4 personnes.

Les personnels intervenant sur le chantier sont :

- 1 Conducteur de Travaux
- 1 Chef de chantier ou Chef d'Equipe
- 2 ouvriers de travaux publics en fonction des spécialités requises et en effectif correspondant aux besoins du chantier.

#### Article 6 : Déplacement / sécurité des salariés

Les déplacements s'effectueront avec les véhicules et engins de l'entreprise.

La sécurité des salariés est assurée grâce à :

- Aux équipements individuels et collectifs dans le cadre du PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)
- A un véhicule équipé
- A un téléphone portable
- Les protections vis-à-vis des usagers seront assurées par le personnel ESCOTA et notre personnel
- Fascicule des règles de sécurité autoroutières

#### Article 7 : Hygiène et sécurité

Toutes les mesures de prévention à mettre en œuvre sur ces chantiers sont consignées dans des plans de prévention spécifiques à ces chantiers.

Un livret d'accueil sera spécifiquement rédigé (et remis à nos salariés) pour informer chaque intervenant des risques particuliers à ces chantiers.

Les plans de prévention ainsi que le livret d'accueil seront commentés à chaque salarié lors de son arrivée sur chantier dans le cadre de son accueil « sécurité ».

Un responsable sécurité est affecté au chantier afin d'effectuer un contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de préventions décrites dans nos plans de prévention.

Ces documents sont à la disposition des salariés qui souhaiteraient les consulter, au bureau de chantier.

#### Article 8 : changement d'affectation

Tout salarié souhaitant une réaffectation (en l'occurrence de secteur) pourra le faire savoir par lettre motivant sa demande, adressée au service du personnel.

DR  
Bh.  
Tb

#### Article 9 : Révision et dénonciation

Chaque partie signataire peut demander la révision ou la dénonciation de tout ou partie du présent accord, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

#### Article 10 : Dépôt légal

Le présent accord sera déposé auprès de la DREETS et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes d'Avignon.

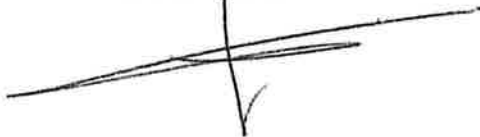
#### Article 11 : Publicité de l'accord

Les parties au présent accord conviennent que l'article 4 soit occulté et qu'il ne fasse donc pas l'objet d'une publication sur la base de données nationale pour des raisons de confidentialité vis-à-vis des entreprises concurrentes.

Fait à Le Thor, le 10 avril 2024

En cinq exemplaires,

Pour la société AGILIS  
Bruno PARENT



Pour la CFTC  
Philippe DELMOTTE



Pour FO  
David RAMEY



Pour la CFE CGC  
Frédéric LOZANO



## PROCÈS VERBAL

- Bruno PARENT
- Isabelle CHAMPEL

COLLÈGE	TITULAIRES	Présents	Absents Excusés
1 <sup>er</sup> COLLÈGE – OUVRIERS	Yohann JAMBON		X
	Eric DJELAIBIA		X
	Youssef BOUALAMI		X
	Sylvester ADAMZYCK		X
2 <sup>ème</sup> COLLÈGE - ETAM	Isabelle CHARBONNEL		X
	Khalid AOUIAT	X	
	Virginie COMBE	X	
3 <sup>ème</sup> COLLÈGE – CADRE	Frédéric LOZANO		X
	Sandrine PAGES		X

Suppléant Présent : David Ramey

Ouverture de la séance à 8h30, conformément à l'ordre du jour CSE/CSSCT.

### 1. Approbation du Procès-verbal de la précédente réunion

Aucune remarque n'ayant été formulée, le procès-verbal est adopté.

### 2. Vie de l'entreprise

Aucun accident de travail avec arrêt n'est à déplorer depuis le dernier CSE.

Au niveau de l'activité, les points principaux relevés sont les suivants :

- Reprise des travaux pour le pôle Béton extrudé ;
- Attribution du Marché des Cantonniers sur la région Ile-de-France ;
- Renouvellement des marchés à bon de commande sur le département de la Drôme.

Il est à noter qu'en comparaison à l'année passée, à date, nous observons une augmentation de 12% de l'activité; ce qui est remarquable.

Enfin, Laurence LELOUVIER a récemment intégré NGE afin de remplacer Bruno PAVIE à la Direction des Ressources Humaines du groupe. Nous lui souhaitons la bienvenue parmi nous.

### 3. Négociations annuelles obligatoires

Les négociations annuelles obligatoires ont été validées avec un budget global d'augmentation de 4 % pour chaque catégorie socio-professionnelle, dont une augmentation générale de :

- 2% pour les statuts Ouvrier et Employé (A à D) ;
- 1% pour le statut TAM (Techniciens, agents de maîtrise – E à H).

Le personnel cadre, quant à lui, bénéficiera uniquement de l'augmentation promotionnelle.

Les indemnités de grand déplacement sont réévaluées comme suit :

IGD 51 – 125 km → 34 € du lundi au jeudi      17 € le vendredi

IGD 126 – 250 km → 85 € du lundi au jeudi      17 € le vendredi

IGD 126 – 250 km IDF → 90 € du lundi au jeudi      17 € le vendredi

IGD 251 – 500 km → 88 € du lundi au vendredi  
IGD 251 – 500 km IDF → 90 € du lundi au jeudi  
IGD > 501 km IDF → 90 € du lundi au jeudi

A compter du 1<sup>er</sup> juin 2024, les montants des voyages périodiques seront les suivants :

VP1 de 50 à 125km	8.00€
VP2 de 126 à 250km	20.00€
VP3 de 251 à 500km	40.00€
VP4 >501 km	75.00€

Dans le cas d'un déplacement le dimanche :

DH3PRO : Hotel dimance province	65.00€
DH3PRO : Hotel dimance IDF	72.00€
DH4PRO : Hotel dimance province	65.00€
DH4PRO : Hotel dimance IDF	75.00€

Il est à préciser qu'à cette même date, la prime de nuit passera de 58€ à 60€.

Aussi, il a été décidé la mise en place d'une prime d'astreinte téléphonique. Cette dernière ne suscite pas d'intervention, ni d'obligation de rester à proximité. Il s'agit d'assurer une permanence afin de pouvoir, en fonction des informations du client, organiser l'intervention des équipes. De ce fait, elle est uniquement destinée au personnel encadrant. Son montant sera de 100€/semaine pour la province et de 160€/semaine pour la région IDF.

Enfin, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024, le montant du ticket restaurant passera de 10.83€ à 11.25€ avec une répartition employeur/employé respective de 60% et 40%. La contribution patronale aux cartes s'élève donc à 6.75€ et de 4.50€ à la charge du salarié.

#### **4. Campagne Actionnariat**

Une campagne NGE Actionnariat sera lancée du 6 au 27 mai. Le planning du road show prévoit des dates de réunions en régions et FNS du 24 avril au 3 mai. L'abondement sera identique à l'an passé.

#### **5. A 57 : Accord de nuit, dimanche et jour férié**

Les membres du CSE sont informés des dates de travail de nuit & dimanche sur le chantier de l'autoroute A57; à savoir du 25 au 27 mai 2024, du 15 au 17 juin 2024 et du 27 au 29 juillet 2024. Les accords répondent aux contraintes de sécurité et aux obligations d'exploitation imposées par le client.

Les membres titulaires présents au CSE, après consultation, émettent un avis favorable.

#### **6. Rappel des règles de Télétravail**

La Direction Générale tient à rappeler les principes à respecter dans le cadre du télétravail. En effet, depuis 2021, un jour fixe de télétravail par semaine est accepté. Cependant, ce jour doit être formellement validé par le manager, qui doit en informer le service RH dans les meilleurs délais. Un second jour dans la semaine, non fixe, peut être autorisé par le manager et ce, au cas par cas, en fonction des tâches à réaliser.

Il est à préciser que les collaborateurs en télétravail doivent rester joignables à leurs horaires habituels et que ce jour de télétravail ne constitue en rien un droit ou un acquis. Ainsi, en fonction de l'activité et des événements, il pourra être demandé d'être présent au bureau lors du jour de télétravail fixé.

Enfin, la Direction insiste sur le fait qu'il appartient à chaque manager d'organiser son planning afin d'obtenir une présence dans les équipes et dans les agences dans le respect des règles données.

## **7. Licenciement pour fin de chantier**

Les représentants du personnel sont informés du projet de licenciement pour fin de chantier concernant un ouvrier TP embauché le 10 janvier 2022 dans le cadre d'un CDIC sur le chantier de l'autoroute A57 situé à Toulon (83). Nous lui avons proposé un poste au sein de l'agence de Goussainville (95) qu'il a refusé en date du 4 avril 2024. L'entretien préalable à licenciement est en cours d'organisation.

Le dossier a été présenté aux membres du CSE qui a pris acte de cette information.

## **8. Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)**

Les membres du CSE sont consultés sur la mise à jour du nouveau DUERP.

Il est rappelé que ce dernier est consultable et disponible sur demande par l'ensemble du personnel.

## **9. Report constitution UES AGILIS/3S EQUIPEMENTS ROUTIERS**

Les membres du CSE sont informés du report de la constitution de l'Unité économique et sociale qui devait prendre effet au 2 avril dernier avec la société 3S Equipements Routiers.

Les élections des membres du CSE, reportées par accord daté du 12 juin 2023, vont donc pouvoir démarrer dès le 29 avril prochain.

## **10. Point CSE Vacances**

Deux week-ends avec des tarifs négociés et préférentiels avaient été proposés aux salariés de la société. Malgré un fort intérêt exprimé en amont, le nombre de participations est plutôt décevant. Pour cette raison, il a été décidé la gratuité de ce séjour pour les enfants.

Il est précisé que les réservations restent possibles jusqu'au 30 avril 2024.

**Prochaine Réunion prévue le  
Vendredi 24 Mai 2024 à 14h à Le Thor**

**Le secrétaire du CSE**



**Le Président**

